



DOSSIER D'INSCRIPTION EXAMEN D'AGENT SPORTIF FFVOLLEY SESSION 2019

Dossier complet à adresser **au plus tard le 16 septembre 2019**
(Date de réception à la FFvolley)

à la Fédération Française de Volley - Commission des agents sportifs
17, rue Georges Clemenceau - 94607 CHOISY LE ROI Cedex.

FICHE D'IDENTITE

Nom : _____ Prénom : _____

Date et lieu de naissance : _____

Nationalité : _____

Adresse : _____

Tél. : _____

E-Mail : _____

Avez-vous déjà été inscrit(e) à l'examen d'agent sportif de la FFvolley : ☐ OUI ☐ NON

Si oui, date de l'examen : _____

Epreuve obtenue : ☐ générale ☐ spécifique

Etes-vous déjà titulaire d'une licence d'agent sportif délivrée par une autre Fédération française :

☐ OUI ☐ NON

Si oui, discipline : _____

Etes-vous déjà titulaire d'une licence d'agent sportif délivrée par la FIVB :

☐ OUI ☐ NON

Si non, avez-vous fait une demande d'obtention : ☐ OUI ☐ NON

NB : Tous les champs sont obligatoires.

Conformément à la loi N°78-17 du 16 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant. Ce droit peut être exercé auprès de la FFvolley (protectiondesdonnees@ffvb.org).

DOCUMENTS A FOURNIR

- un justificatif de domicile (avis d'imposition, quittance EDF, facture de téléphone) de moins de trois mois ;
- un curriculum vitae indiquant notamment, les fonctions exercées par le candidat en matière d'activités physiques et sportives ;
- une déclaration sur l'honneur du candidat par laquelle il certifie être en conformité avec les incompatibilités et incapacités visées aux articles L. 222-9 (3°) et L. 222-11 du code du sport et par laquelle il s'engage à respecter dans le cas où il se verrait délivrer la licence d'agent sportif les articles L. 222-9 à L. 222-14 du même code ;
- deux photos d'identité ;
- le cas échéant, le justificatif de l'obtention d'une licence d'agent sportif dans une autre discipline et/ou auprès de la FIVB ;
- un chèque d'un montant de 400 € établi à l'ordre de la FFvolley correspondant aux frais d'inscription à l'examen.

DECLARATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné(e),, candidat(e) à l'examen d'agent sportif organisé par la FFvolley, certifie être en conformité avec les incompatibilités et incapacités visées aux articles L. 222-9 et L. 222-11 du code du sport et m'engage à respecter, dans le cas où je me verrais délivrer la licence d'agent sportif, les articles L. 222-9 à L. 222-14 du même code.

Fait à _____ Le _____

Signature du candidat

CODE DU SPORT (extraits)

Article L222-5

Modifié par [LOI n°2010-626 du 9 juin 2010 - art. 1](#)

L'[article L. 7124-9 du code du travail](#) s'applique aux rémunérations de toute nature perçues pour l'exercice d'une activité sportive par des enfants de seize ans et moins soumis à l'obligation scolaire.

La conclusion d'un contrat soit relatif à l'exercice d'une activité sportive par un mineur, soit dont la cause est l'exercice d'une activité sportive par un mineur ne donne lieu à aucune rémunération ou indemnité ni à l'octroi de quelque avantage que ce soit au bénéfice d'une personne physique ou morale mettant en rapport les parties intéressées à la conclusion d'un de ces contrats ou d'une personne physique ou morale agissant au nom et pour le compte du mineur.

Les conventions écrites en exécution desquelles une personne physique ou morale met en rapport les parties intéressées à la conclusion d'un de ces contrats ou agit au nom et pour le compte du mineur mentionnent l'interdiction prévue au deuxième alinéa. La personne physique ou morale partie à une telle convention la transmet à la fédération délégataire compétente. Cette fédération édicte également les règles relatives à la communication des contrats relatifs à l'exercice d'une activité sportive par un mineur.

Toute convention contraire au présent article est nulle.

Article L222-6

Modifié par [LOI n°2010-626 du 9 juin 2010 - art. 1](#)

Les infractions aux règles de rémunération mentionnées au premier alinéa de l'article L. 222-5 sont punies d'une amende de 7 500 €.

La récidive est punie d'un emprisonnement de six mois et d'une amende de 15 000 €.

Article L222- 7

Modifié par [LOI n°2010-626 du 9 juin 2010 - art. 1](#)

L'activité consistant à mettre en rapport, contre rémunération, les parties intéressées à la conclusion d'un contrat soit relatif à l'exercice rémunéré d'une activité sportive ou d'entraînement, soit qui prévoit la conclusion d'un contrat de travail ayant pour objet l'exercice rémunéré d'une activité sportive ou d'entraînement ne peut être exercée que par une personne physique détentrice d'une licence d'agent sportif.

La licence est délivrée, suspendue et retirée, selon la discipline concernée, par la fédération délégataire compétente. Celle-ci contrôle annuellement l'activité des agents sportifs.

Chaque fédération délégataire compétente publie la liste des agents sportifs autorisés à exercer dans sa discipline ainsi que les sanctions prononcées en application de l'article [L. 222-19](#) à l'encontre des agents, des licenciés et des associations et sociétés affiliées.

Article L222-8

Modifié par [LOI n°2010-626 du 9 juin 2010 - art. 1](#)

L'agent sportif peut, pour l'exercice de sa profession, constituer une société ou être préposé d'une société.

Article L222-9

Modifié par [LOI n°2010-626 du 9 juin 2010 - art. 1](#)

Nul ne peut obtenir ou détenir une licence d'agent sportif :

1° S'il exerce, directement ou indirectement, en droit ou en fait, à titre bénévole ou rémunéré, des fonctions de direction ou d'entraînement sportif soit dans une association ou une société employant des sportifs contre rémunération ou organisant des manifestations sportives, soit dans une fédération sportive ou un organe qu'elle a constitué, ou s'il a été amené à exercer l'une de ces fonctions dans l'année écoulée ;

2° S'il est ou a été durant l'année écoulée actionnaire ou associé d'une société employant des sportifs contre rémunération ou organisant des manifestations sportives ;

3° S'il a fait l'objet d'une sanction disciplinaire au moins équivalente à une suspension par la fédération délégataire compétente à raison d'un manquement au respect des règles d'éthique, de moralité et de déontologie sportives ;

4° S'il est préposé d'une association ou d'une société employant des sportifs contre rémunération ou organisant des manifestations sportives ;

5° S'il est préposé d'une fédération sportive ou d'un organe qu'elle a constitué.

Article L222-10

Modifié par [LOI n°2010-626 du 9 juin 2010 - art. 1](#)

Nul ne peut exercer, directement ou indirectement, en droit ou en fait, à titre bénévole ou rémunéré, des fonctions de direction ou d'entraînement sportif soit dans une association ou une société employant des sportifs contre rémunération ou organisant des manifestations sportives, soit dans une fédération sportive ou un organe qu'elle a constitué s'il a exercé la profession d'agent sportif durant l'année écoulée.

Nul ne peut être actionnaire ou associé d'une société employant des sportifs contre rémunération ou organisant des manifestations sportives s'il a exercé la profession d'agent sportif durant l'année écoulée.

Article L222-11

[Modifié par LOI n°2017-261 du 1er mars 2017 - art. 13](#)

Nul ne peut obtenir ou détenir une licence d'agent sportif s'il :

1° A été l'auteur de faits ayant donné lieu à condamnation pénale pour agissements contraires à l'honneur, à la probité ou aux bonnes mœurs ;

1° bis A fait l'objet d'une condamnation pour un délit prévu à l'article 1741 du code général des impôts ;

2° A été frappé de faillite personnelle ou de l'une des mesures d'interdiction ou de déchéance prévues au livre VI du code de commerce ou, dans le régime antérieur à la loi n° 2005-845 du 26 juillet 2005 de sauvegarde des entreprises, en application du titre VI de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises ou, dans le régime antérieur à cette loi, en application du titre II de la loi n° 67-563 du 13 juillet 1967 sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes.

Le bulletin n° 2 du casier judiciaire est délivré à la fédération délégataire compétente.

Article L222-12

Modifié par [LOI n°2010-626 du 9 juin 2010 - art. 1](#)

Sont soumis aux incompatibilités et incapacités prévues aux articles [L. 222-9 à L. 222-11](#) les préposés d'un agent sportif ou de la société qu'il a constituée pour l'exercice de son activité.

Il est interdit d'être préposé de plus d'un agent sportif ou de plus d'une société au sein de laquelle est exercée l'activité d'agent sportif.

Article L222-13

Créé par [LOI n°2010-626 du 9 juin 2010 - art. 1](#)

Lorsque l'agent sportif constitue une société pour l'exercice de sa profession, ses dirigeants, associés ou actionnaires sont soumis aux incompatibilités et incapacités prévues aux articles [L. 222-9 à L. 222-11](#).

Lorsque l'agent sportif constitue une personne morale pour l'exercice de sa profession, ses associés ou actionnaires ne peuvent en aucun cas être :

1° Une association ou une société employant des sportifs contre rémunération ou organisant des manifestations sportives ;

2° Une fédération sportive ou un organe qu'elle a constitué.

Article L222-14

Créé par [LOI n°2010-626 du 9 juin 2010 - art. 1](#)

Lorsque l'agent sportif constitue une personne morale pour l'exercice de sa profession, ses dirigeants, associés ou actionnaires ne peuvent être des sportifs ou des entraîneurs pour lesquels l'agent peut exercer l'activité mentionnée au premier alinéa de l'article [L. 222-7](#).

Article L222-15

Modifié par [Ordonnance n°2016-1809 du 22 décembre 2016 - art. 20](#)

L'activité d'agent sportif peut être exercée sur le territoire national, dans les conditions prévues aux articles L. 222-5 à L. 222-22, par les ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen :

1° Lorsqu'ils sont qualifiés pour l'exercer dans l'un des Etats mentionnés au premier alinéa du présent article dans lequel la profession ou la formation d'agent sportif est réglementée ;

2° Ou lorsqu'ils ont exercé, au cours des dix années précédentes, pendant au moins une année à temps plein ou pendant une durée totale équivalente à temps partiel, la profession d'agent sportif dans un des Etats mentionnés au premier alinéa dans lequel ni la profession ni la formation d'agent sportif ne sont réglementées et qu'ils sont titulaires d'une ou plusieurs attestations de compétence ou d'un titre de formation délivré par l'autorité compétente de l'Etat d'origine

Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions auxquelles est soumis l'exercice de l'activité d'agent sportif par les ressortissants de l'Union européenne ou d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen souhaitant s'établir sur le territoire national, lorsqu'il existe une différence substantielle de niveau entre la qualification dont les intéressés se prévalent et les exigences requises pour l'obtention de la licence visée à l'article L. 222-7.

L'activité d'agent sportif peut également être exercée de façon temporaire et occasionnelle par les ressortissants légalement établis dans un Etat membre de l'Union européenne ou dans un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen dans le respect de l'article L. 222-11. Toutefois, lorsque ni l'activité concernée ni la formation permettant de l'exercer ne sont réglementées dans l'Etat membre d'établissement, ses ressortissants doivent l'avoir exercée pendant au moins une année à temps plein ou à temps partiel pendant une durée totale équivalente, au cours des dix années qui précèdent son exercice sur le territoire national.

Les ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen doivent, préalablement à l'exercice de l'activité d'agent sportif sur le territoire national, y compris temporaire et occasionnelle, en faire la déclaration à la fédération délégataire compétente selon des modalités définies par décret en Conseil d'Etat.

Article L222-15-1

Créé par [LOI n°2017-261 du 1er mars 2017 - art. 11](#)

Le ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen autorisé à exercer l'activité d'agent sportif dans l'un de ces Etats peut passer une convention avec un agent sportif ayant pour objet la présentation d'une partie intéressée à la conclusion d'un contrat mentionné à l'article L. 222-7, dans la limite d'une convention au cours d'une même saison sportive.

La convention de présentation mentionnée au premier alinéa du présent article est transmise sans délai à la fédération délégataire compétente.

Article L222-16

Créé par [LOI n°2010-626 du 9 juin 2010 - art. 1](#)

Le ressortissant d'un Etat qui n'est pas membre de l'Union européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen et qui n'est pas titulaire d'une licence d'agent sportif mentionnée à l'article [L. 222-7](#) doit passer une convention avec un agent sportif ayant pour objet la présentation d'une partie intéressée à la conclusion d'un contrat mentionné au même article L. 222-7.

La convention de présentation mentionnée au premier alinéa du présent article doit être transmise à la fédération délégataire compétente.

Un agent sportif établi dans un des Etats ou territoires considérés comme non coopératifs au sens de l'[article 238-0 A du code général des impôts](#) ne peut exercer l'activité d'agent sportif sur le territoire national.

Toute convention de présentation conclue avec un tel agent est nulle.

Article L222-17

Modifié par [LOI n°2012-158 du 1er février 2012 - art. 6](#)

Un agent sportif ne peut agir que pour le compte d'une des parties aux contrats mentionnés à l'article L. 222-7.

Le contrat écrit en exécution duquel l'agent sportif exerce l'activité consistant à mettre en rapport les parties intéressées à la conclusion d'un des contrats mentionnés à l'article L. 222-7 précise :

1° Le montant de la rémunération de l'agent sportif, qui ne peut excéder 10 % du montant du contrat conclu par les parties qu'il a mises en rapport ;

2° La partie à l'un des contrats mentionnés à l'article L. 222-7 qui rémunère l'agent sportif.

Lorsque, pour la conclusion d'un contrat mentionné à l'article L. 222-7, plusieurs agents sportifs interviennent, le montant total de leurs rémunérations ne peut excéder 10 % du montant de ce contrat.

Par dérogation au 1° et au cinquième alinéa, les fédérations délégataires peuvent fixer, pour la rémunération du ou des agents sportifs, un montant inférieur à 10 % du contrat conclu par les parties mises en rapport.

Le montant de la rémunération de l'agent sportif peut, par accord entre celui-ci et les parties aux contrats mentionnés à l'article L. 222-7, être pour tout ou partie acquitté par le cocontractant du sportif ou de l'entraîneur. L'agent sportif donne quittance du paiement au cocontractant du sportif ou de l'entraîneur.

Toute convention contraire au présent article est réputée nulle et non écrite.

Article L222-18

Créé par [LOI n°2010-626 du 9 juin 2010 - art. 1](#)

Au titre de la délégation de pouvoir qui leur est concédée, les fédérations délégataires et, le cas échéant, les ligues professionnelles qu'elles ont constituées veillent à ce que les contrats mentionnés aux articles [L. 222-7 et L. 222-17](#) préservent les intérêts des sportifs, des entraîneurs et de la discipline concernée et soient conformes aux articles L. 222-7 à L. 222-17. A cette fin, elles édictent les règles relatives :

1° A la communication des contrats mentionnés à l'article L. 222-7 et de ceux mentionnés au deuxième alinéa de l'article L. 222-17 ;

2° A l'interdiction à leurs licenciés ainsi qu'à leurs associations et sociétés affiliées de recourir aux services d'une personne exerçant l'activité mentionnée au premier alinéa de l'article L. 222-7 qui ne détient pas de licence d'agent sportif au sens de ce même article ;

3° Au versement de la rémunération de l'agent sportif, qui ne peut intervenir qu'après transmission du contrat visé au deuxième alinéa de l'article L. 222-17 à la fédération délégataire compétente.

Article L222-19

Modifié par [LOI n°2017-261 du 1er mars 2017 - art. 11](#)

Les fédérations délégataires compétentes édictent des sanctions à l'encontre des agents sportifs, des licenciés et des associations et sociétés affiliées, en cas de :

1° Non-communication :

- a) Des contrats mentionnés à l'article L. 222-7 ;
- b) Des contrats mentionnés au deuxième alinéa de l'article L. 222-17 ;
- c) Des conventions mentionnées aux articles L. 222-15-1 et L. 222-16 ;

2° Non-respect des articles L. 222-5 et L. 222-7 à L. 222-18 ;

3° Non-communication des documents nécessaires au contrôle de l'activité de l'agent.

Article L. 222-19-1

Créé par [LOI n°2011-331 du 28 mars 2011 - art. 4](#)

Lorsque la fédération délégataire compétente constate qu'un avocat, agissant en qualité de mandataire de l'une des parties intéressées à la conclusion d'un des contrats mentionnés au premier alinéa de [l'article L. 222-7](#), a méconnu les obligations relatives au contenu et à la communication de ces contrats ainsi que du mandat qu'il a reçu, elle en informe le bâtonnier du barreau auquel l'avocat est inscrit qui apprécie la nécessité d'engager des poursuites disciplinaires dans les conditions prévues par les textes qui régissent la profession d'avocat.

Article L222-20

Créé par [LOI n°2010-626 du 9 juin 2010 - art. 1](#)

Est puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 € d'amende le fait d'exercer l'activité définie à l'article [L. 222-7](#) :

1° Sans avoir obtenu la licence d'agent sportif ou en méconnaissance d'une décision de suspension ou de retrait de cette licence ;

2° Ou en violation du deuxième alinéa de l'article [L. 222-5](#) ou des articles [L. 222-9](#) à [L. 222-17](#).

Le montant de l'amende peut être porté au-delà de 30 000 € jusqu'au double des sommes indûment perçues en violation des 1° et 2° du présent article.

Article L222-21

Créé par [LOI n°2010-626 du 9 juin 2010 - art. 1](#)

Les peines prévues à l'article [L. 222-20](#) peuvent être accompagnées d'une interdiction temporaire ou définitive d'exercer l'activité d'agent sportif.

Article L222-22

Créé par [LOI n°2010-626 du 9 juin 2010 - art. 1](#)

Les modalités d'application des articles [L. 222-7](#), [L. 222-8](#) et [L. 222-15](#) à [L. 222-19](#) sont définies par décret en Conseil d'Etat.

Article R222-10

Modifié par [Décret n°2011-686 du 16 juin 2011 - art. 1](#)

Dans chaque discipline sportive, la licence d'agent sportif est délivrée par la commission des agents sportifs de la fédération délégataire compétente aux personnes physiques :

1° Qui, sauf dispense résultant de l'application des dispositions des articles [R. 222-18](#), [R. 222-19](#), dernier alinéa, ou [R. 222-27](#), ont satisfait aux épreuves de l'examen mentionné à l'article [R. 222-14](#) et ont suivi, lorsqu'elle est organisée, la formation préalable mentionnée à l'article [R. 222-19](#);

2° Qui ne se trouvent dans aucun des cas d'incompatibilité ou d'incapacité prévus aux articles [L. 222-9](#) à [L. 222-11](#) et respectent les dispositions des articles [L. 222-12](#) à [L. 222-14](#).

Article R222-11

Modifié par [Décret n°2011-686 du 16 juin 2011 - art. 1](#)

La demande de licence d'agent sportif est adressée à la commission des agents sportifs.

Le règlement des agents sportifs détermine les modalités, la forme et le contenu de cette demande ainsi que les documents dont elle doit être accompagnée.

Article R222-12

Modifié par [Décret n°2011-686 du 16 juin 2011 - art. 1](#)

La commission des agents sportifs peut, à la demande du titulaire, suspendre une licence d'agent sportif. Le règlement des agents sportifs précise les modalités des demandes de suspension et de levée de la suspension.

Sans préjudice de l'exercice de poursuites disciplinaires, la commission suspend d'office la licence de l'agent sportif qui se trouve dans un des cas d'incompatibilité prévus aux 1°, 2°, 4° et 5° de l'article [L. 222-9](#). Elle retire la licence de l'agent sportif frappé d'une des incapacités prévues au 3° de l'article [L. 222-9](#) ou à l'article [L. 222-11](#).

L'agent sportif dont la licence est suspendue demeure soumis au pouvoir disciplinaire de la commission des agents sportifs.

Article R222-13

Modifié par [Décret n°2011-686 du 16 juin 2011 - art. 1](#)

La commission des agents sportifs communique chaque année au ministre chargé des sports la liste des agents sportifs titulaires de la licence d'agent sportif dans la discipline pour laquelle elle est compétente, en signalant ceux dont la licence est suspendue.

La liste mentionnée au premier alinéa est publiée dans les conditions prévues par le règlement des agents sportifs.

Article R222-14

Modifié par [Décret n°2011-686 du 16 juin 2011 - art. 1](#)

Une session de l'examen de la licence d'agent sportif est ouverte chaque année dans chacune des disciplines sportives pour lesquelles une commission des agents sportifs a été instituée en application de l'article [R. 222-1](#).

Peuvent s'inscrire à l'examen les personnes qui ne se trouvent dans aucun des cas d'incapacité prévus aux articles [L. 222-9](#) (3°) et [L. 222-11](#).

Les formalités d'inscription sont définies, pour chaque discipline sportive, par la commission des agents sportifs de la fédération délégataire compétente.

Article R222-15

Modifié par [Décret n°2011-686 du 16 juin 2011 - art. 1](#)

L'examen de la licence d'agent sportif comprend :

1° Une première épreuve, permettant d'évaluer l'aptitude du candidat à exercer la profession d'agent sportif en s'assurant qu'il possède les connaissances utiles à cet exercice, notamment en matière sociale, fiscale et contractuelle ainsi que dans le domaine des assurances et celui des activités physiques et sportives ;

2° Une seconde épreuve, permettant d'évaluer la connaissance qu'a le candidat des règlements édictés par la fédération délégataire compétente et la ligue professionnelle qu'elle a pu constituer, par les fédérations internationales dont la fédération délégataire est membre et par tout autre organisme sportif international mentionné par le règlement des agents sportifs.

Seuls peuvent se présenter à la seconde épreuve les candidats qui ont été admis à la première épreuve ou en sont dispensés conformément aux dispositions de l'article [R. 222-18](#).

Le programme ainsi que la nature écrite ou orale de chaque épreuve sont rendus publics deux mois au moins avant la date à laquelle elle doit se dérouler.

Article R222-16

Modifié par [Décret n°2011-686 du 16 juin 2011 - art. 1](#)

La commission interfédérale des agents sportifs fixe le programme de la première épreuve et sa nature écrite ou orale. Constituée en jury d'examen, elle élabore le sujet de l'épreuve, fixe le barème de notation et détermine la note obtenue par chaque candidat. Elle communique cette note à la commission des agents sportifs de la fédération délégataire compétente pour la discipline sportive au titre de laquelle l'intéressé s'est présenté.

La commission des agents sportifs de la fédération délégataire compétente déclare admis à la première épreuve les candidats ayant obtenu une note égale ou supérieure à une note minimale préalablement fixée par le règlement des agents sportifs de la fédération. Elle notifie les résultats aux intéressés dans les deux mois suivant la date de l'épreuve et en assure la publication dans les conditions prévues par le règlement.

Article R222-17

Modifié par [Décret n°2011-686 du 16 juin 2011 - art. 1](#)

La seconde épreuve est organisée, pour chaque discipline sportive, par la commission des agents sportifs de la fédération délégataire compétente. Cette commission fixe le programme de l'épreuve et sa nature écrite ou orale. Constituée en jury d'examen, elle élabore le sujet de l'épreuve, fixe le barème de notation et détermine la note obtenue par chaque candidat.

La commission des agents sportifs déclare admis à l'examen les candidats ayant obtenu à la seconde épreuve une note minimale préalablement fixée par le règlement des agents sportifs. Elle notifie les résultats aux intéressés dans le mois suivant la date de l'épreuve et en assure la publication dans les conditions prévues par le règlement.

Article R222-18

Modifié par [Décret n°2011-686 du 16 juin 2011 - art. 1](#)

Un agent sportif qui a obtenu une licence d'agent sportif délivrée par une fédération délégataire sans avoir été dispensé de la première épreuve et qui sollicite la délivrance d'une licence dans une autre discipline est dispensé de la première épreuve.

Les candidats admis à la première épreuve et ajournés à la seconde conservent le bénéfice de la première épreuve s'ils se présentent à la session suivante de l'examen dans la même discipline sportive.

Le règlement des agents sportifs peut, eu égard aux qualifications dont les intéressés justifient, prévoir des cas de dispense de la première ou de la seconde épreuve, ou de dispense de l'examen.



PROGRAMME DE LA PREMIERE EPREUVE DE L'EXAMEN DE LA LICENCE D'AGENT SPORTIF

Droit des associations

Loi du 1er juillet 1901 modifiée et son décret d'application.
Notions générales sur l'organisation et le fonctionnement des associations.

Droit des assurances

Définitions.
Assurance responsabilité civile.
Assurance individuelle accident.
Garantie.
Exclusion.
Franchise.

Droit des contrats

Principes et règles générales en droit des contrats :
— formation du contrat ;
— exécution du contrat (notamment sanctions en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution, responsabilité contractuelle...) ;
— cessation du contrat.
Les contrats spéciaux (plus spécialement, le contrat d'entreprise, le contrat de mandat, le contrat de courtage, le contrat de commissionnaire).

Droit fiscal

L'impôt sur le revenu des personnes physiques :
— personnes imposables (domicile fiscal, retenue à la source, conventions internationales) ;
— l'assiette de l'impôt (traitements et salaires, bénéfices non commerciaux, bénéfices industriels et commerciaux, revenus mobiliers).
L'impôt sur les sociétés.
La taxe sur la valeur ajoutée :
— champ d'application de la TVA (les opérations imposables par nature, les opérations non imposées, les règles de territorialité) ;
— technique de la TVA (établissement de la TVA, systèmes de déduction, obligations des redevables) ;
— régime d'imposition.
La taxe professionnelle.

Droit de la personnalité

Notions générales relatives aux droits de la personnalité :

- le droit à l'image ;
- le droit au nom.

Droit social

Droit du travail.

Les règles en droit du travail :

- la loi et les règlements ;
- la convention collective, la convention collective nationale du sport (CCNS) ;
- l'usage ;
- le règlement intérieur d'entreprise.

Le contrat de travail :

- le contrat emploi-formation (contrat d'apprentissage, contrat de qualification...) ;
- le contrat d'emploi.

Analyse générale du contrat d'emploi :

- définition ;
- exécution (obligations et prérogatives respectives de l'employeur et du salarié : plus spécialement, pouvoirs réglementaires et disciplinaires de l'employeur, modifications contractuelles, transfert d'entreprise).

Analyses particulières du contrat de travail à durée indéterminée et du contrat de travail à durée déterminée :

- le contrat de travail à durée indéterminée (conclusion et cessation) ;
- le contrat de travail à durée déterminée (conclusion et cessation).

Droit de la Sécurité sociale.

Les organismes sociaux :

- détermination des différents organismes sociaux ;
- mission des différents organismes sociaux ;
- recours à l'encontre des décisions des organismes sociaux.

L'assujettissement à la sécurité sociale :

- le régime général ;
- les autres régimes.

L'assiette des cotisations sociales.

Droit des sociétés

Notions générales sur les différents types de sociétés.

Notions générales sur les règles relatives aux difficultés des entreprises (redressement judiciaire, liquidation judiciaire...).

Droit du sport

Législation et réglementation applicables aux activités physiques et sportives.

Code du sport.

Règles relatives au dopage.

Règles relatives aux agents sportifs.

Réglementation sur les paris sportifs.